

SÉRIE 1/4

MÉTHODOLOGIE

Thermomètre

L'enquête *Comment vivons-nous avec les médicaments ?* a été menée par l'institut Dedicated à la demande de Solidararis, du *Soir* et de la RTBF. Elle entre dans la série *Le thermomètre des Belges* de la mutualité socialiste. L'institut de sondage a interrogé mille patients (issus de toutes les mutualités), 120 médecins généralistes et 120 pharmaciens.

Le Belge avale toujours plus de médicaments

- La consommation de médicaments remboursés a doublé en 14 ans ! Et c'est compter sans la délivrance libre.
- Une surconsommation que dénoncent et les médecins, et les pharmaciens, et les patients.

Un médicament pour la bronchite. Un autre pour dormir. Un troisième pour la migraine... Et puis un pour le café passager, les premières rides, la surcharge pondérale, la fatigue, l'hyperactivité, le bronzage parfait, la libido qui déconne... Pas de doute, le Belge est *addict* aux médicaments !

La preuve d'abord par les chiffres de la Sécu : en 14 ans, la consommation de remèdes remboursés a été multipliée par deux ! Alors qu'en 1998, nous nous « contentions » de 2,520 milliards de doses journalières, en 2012 nous en ingurgitions 4,960 milliards ! Si l'accès des indépendants aux petits risques explique la forte hausse entre 2006 et 2008, il ne suffit pas à justifier la croissance régulière du marché. Un marché également dopé par les spécialités non remboursées dont nous abreuvons les publicités de l'industrie pharmaceutique. En quelques

années, le secteur a changé : les officines ne sont plus seulement des officines, ce sont aussi des supermarchés du bien-être humain (et animal).

La preuve ensuite par les acteurs de la santé. Une vaste enquête menée par l'Institut Dedicated pour la Mutualité socialiste (Solidaris), *Le Soir* et la RTBF met au jour un véritable malaise partagé par tous les acteurs, y compris les pharmaciens : non seulement nous faisons un usage excessif du médicament dans notre société, mais nous avons aussi conscience que cette surconsommation a des effets négatifs sur l'environnement, sur le portefeuille du patient, sur l'état des finances publiques et, un comble, sur la santé elle-même.

On l'a dit, tous les acteurs partagent la conviction d'une société gagnée par l'addiction aux médicaments, mais des nuances existent entre eux. Démonstration avec un thème de l'enquête. Dedicated a soumis aux acteurs l'affirmation suivante : « Nous faisons vraiment un usage excessif du médicament ». La quasi-totalité des patients (98 %) et des médecins (97 %) estiment que cela correspond « tout à fait » ou « moyennement » à ce qu'ils pensent. S'agissant des pharmaciens, ils sont 92 % à dire la même chose. La nuance est à chercher dans l'intensité de la réponse : le « tout à fait » domine le « moyennement » chez

les patients et les généralistes (deux tiers/un tiers). C'est l'inverse chez les pharmaciens.

N'empêche, ils se rejoignent sur le thème suivant : la santé serait « un bien de consommation et le médicament est le moyen d'y accéder » ? Près d'un pharmacien, d'un médecin et d'un patient sur deux y adhèrent totalement ! « *En fait*, assure Martin Wauthy, directeur marketing de Solidararis, *nous assistons*

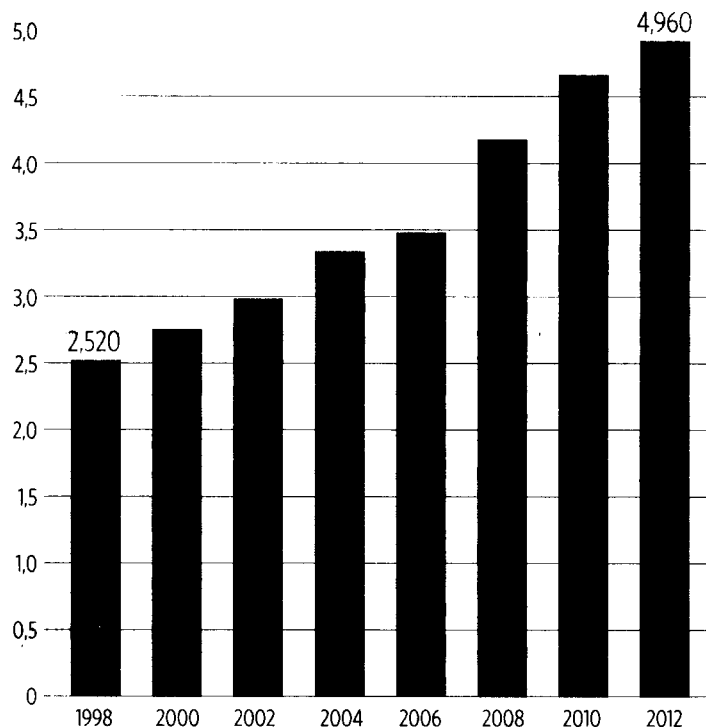
à un changement radical du statut du médicament : de remède, il devient un produit de consommation courante, une marchandise. » La faute aux patients-consommateurs, aux médecins-prescripteurs ou aux pharmaciens-délivrateurs ? Aux trois, sans aucun doute. Mais, selon Solidararis, un quatrième acteur joue un rôle clef : l'industrie. « *Le marché est dominé par l'offre, pas par la demande. Nous vivons dans une société anxieuse, où l'individu se sent seul face à une injonction permanente de la performance*, résume Martin Wauthy. *La puissante industrie pharmaceutique évolue dans ce contexte culturel, elle la très bien compris, elle l'amplifie d'ailleurs par une communication habile. En suggérant une réponse médicamenteuse à une diversité de plus en plus grande de situations, elle en fait un marché très lucratif.* »

Ou quand le médicament sonne désormais des non-maladies... ■

ERIC BURGRAFF

Croissance de la consommation de médicaments remboursés en officine publique

Nombre de doses journalières remboursées, en milliards, par an en Belgique



LE SOIR - 24.09.14 - Source : Inami-P, MeeusMD, MPH, MHA, M. de Fallieur

LE CONTREPOINT

De Toeuf : « Utiliser beaucoup de comprimés n'est pas un mal »

« Affirmer que le Belge consomme trop de médicaments, alors que des économies se profilent qui demanderont des coupes dans les prix, c'est cousu de fil blanc, réagit le docteur Jacques de Toeuf, vice-président de l'Absym, l'un des principaux syndicats de médecins. Et si on consomme davantage de médicaments que chez certains de nos voisins, on en consomme moins qu'en France ! Quant au modèle des Pays-Bas... on oublie de dire que les Hollandais connaissent des pénuries et files d'attente qui font que les frontaliers viennent se faire soigner en Belgique. En outre, la principale cause de l'utilisation importante de médicaments, c'est que ceux-ci sont accessibles, que des parties entières de la population ne se trouvent pas abandonnées sans soin, comme dans certains pays, y compris développés, y compris européens, où certaines firmes n'introduisent plus certains nouveaux médicaments parce qu'elles savent qu'elles ne seront pas remboursées. »

Le médecin veut nuancer : « Est-ce que cette utilisation intense est bonne ? Non si elle est inappropriée, si le médecin cède à la pression d'un

patient qui refuse de sortir du cabinet sans prescription. Non encore s'il s'agit de céder au réflexe d'une pilule pour tout, y compris le mal de ventre ou la perte de concentration. Mais c'est une bénédiction pour les vrais patients, comme les personnes âgées qui souffrent de multipathologies. Il y a des patients qui doivent traiter du diabète, de l'hypertension, une déficience rénale, un excès de cholestérol. Ils mangent douze comprimés ? Mais c'est une bénédiction car sans elles, ils seraient morts ou souffriraient de déficits graves qui les amèneraient un jour aux urgences, ce qui coûterait parfois bien plus cher à la Sécu. » Mais Jacques de Toeuf ne nie pas les abus : « L'industrie a multiplié les médicaments n'apportant que peu de gain. Elle a scindé la branche de ses profits. Par ailleurs, on utilise beaucoup trop de psychotropes. On a mis des milliers de gens sous benzodiazépines. Mais comment traiter autrement la désespérance et le désespoir ? Je préférerais qu'on rembourse les bonnes psychothérapies, ce serait plus efficace au long terme contre la dépression. En attendant, vous ne pouvez pas abandonner votre patient... »

FRÉDÉRIC SOUMOIS

Six raisons pour expliquer la hausse de consommation

88 %
des clients sont
influencés par le
marketing des
pharmacies

Marketing

Qui a dit que les officines ont parfois l'air de super-marchés ? Les patients-clients ! « *J'ai le sentiment, disent 88 % d'entre eux, que la façon dont les médicaments sont disposés dans la pharmacie pousse à la consommation.* » Détails d'importance : le pharmacien a l'interdiction d'exposer un médicament remboursé ou d'en faire la promotion. Le marketing dans les officines n'explique donc pas le doublement des délivrances évoqué dans l'infographie ci-contre.

E.B.

21 %
des médecins
influencés par
le marketing
des firmes

L'acte du médecin

Détenant le pouvoir de prescription, le médecin est le seul acteur à avoir une prise directe sur le volume de médicaments remboursés. Ainsi 34 % d'entre eux se disent « tout à fait » et 56 % « moyennement » responsables de la surprescription. Ils l'expliquent par la pression des patients, l'absence de temps à leur consacrer et le marketing des firmes. Un médecin sur cinq se dit en effet « *vraiment trop influencé par le marketing des entreprises pharmaceutiques* » !

E.B.

93 %
des patients
réclament trop
souvent une
ordonnance

Une visite contre une ordonnance...

Vu par la lorgnette du patient, chez le généraliste la délivrance d'une ordonnance – donc de médicaments dans la foulée – prend souvent le pas sur le savoir médical. Ainsi 93 % des patients pensent qu'ils demandent trop souvent à leur médecin de prescrire des médicaments lors d'une consultation. Un phénomène parfaitement confirmé par la profession. Un peu comme si une visite non assortie d'une collection de pilules ou de sirops ne valait pas son prix. « *Le patient qui sort du cabinet médical sans ordonnance a l'impression d'être venu pour rien*, dit Alain Cheniaux, secrétaire général de la Mutualité socialiste du Brabant wallon. *Or, soigner un rhume prend généralement sept jours avec des médicaments... et une semaine sans médicament...* »

Les médecins vont plus loin pour expliquer le phénomène : 67 % d'entre eux ont la certitude que « *prendre des médicaments est, pour les patients, souvent une réponse facile et immédiate à un problème qui relève pourtant davantage de leur hygiène de vie ou de difficultés psychologiques ou relationnelles* ». Et le plus interpellant c'est qu'au moins un tiers des patients avouent penser exactement la même chose...

75 %
des gens veulent
des médicaments
pour rester
au boulot

Le culte de la performance

De nombreux patients débarquent chez leur médecin la peur au ventre... Non pas celle de souffrir quelques jours. Mais celle de perdre leur emploi ou d'offrir à leur patron une occasion de reproche. Les trois quarts des patients interrogés disent ressentir une pression professionnelle. Dit autrement : « *Je ne peux pas être en arrêt de maladie, car je ne veux pas prendre le risque d'être licencié, je préfère consommer des médicaments pour pouvoir continuer à bosser que de prendre vraiment le temps de me reposer.* »

Voilà qui contrebalance un autre phénomène souvent dénoncé par les médecins (et que l'enquête Solidaritis n'aborde pas) : les certificats de complaisance.

En fait, dans une société qui cumule culte de la performance et stress au travail, huit médecins sur dix disent ressentir une obligation de résultat à court terme, laquelle passe par la prescription de médicaments. Parmi les patients-consommateurs, plus le revenu est faible, plus cette crainte et cette demande de médicaments est exprimée.

« *C'est l'impératif de performance constante qui domine le marché de l'emploi et la vie de travail. À la limite, c'est la non-reconnaissance du droit d'être malade, d'être moins efficace durant un moment* », dénonce la Mutualité socialiste.

E.B.

E.B.

74 %
des généralistes
estiment que la
pub pousse à
consommer

72 %
des pharmaciens
disent qu'internet
influence l'auto-
médication

Le poids des producteurs

Et si la surconsommation de médicaments était influencée par l'industrie pharmaceutique ? Solidaris, en conclusion de l'enquête, fait plus que le suggérer, s'appuyant notamment sur une conviction largement partagée par les acteurs de terrain. Ainsi 74 % des médecins généralistes ont la certitude que les campagnes de publicité ont un impact sur le comportement du consommateur. Les patients viennent d'ailleurs corroborer la situation : 83 % se disent « tout à fait » ou « moyennement » influencés par les images de grenouilles ballonnées, d'ongles verdâtres ou de mal de dos guérissant d'un coup de gel magique. Et ce ne sont pas les tenanciers d'officines qui, affichant une conviction similaire, casseront la détermination des publicitaires. D'ailleurs, une large majorité de pharmaciens affirme que les patients consommateurs leur demandent des marques connues de médicaments (vendus sans ordonnance) tout en reconnaissant ne pas suggérer l'alternative la moins chère. Une tendance largement confirmée dans les cabinets médicaux. Notons au passage le changement de comportement des sociétés pharmaceutiques : alors que, depuis quelques années, la loi régleme strictement les relations entre pharma et médecins, l'influence du marketing du secteur s'est déplacée des généralistes vers les pharmaciens. Aujourd'hui, un médecin sur cinq et quatre pharmaciens sur dix assurent que les délégués médicaux sont un peu trop envahissants. Détail amusant : 97 % des pharmaciens estiment, à la lecture des ordonnances, que les médecins sont influencés par l'industrie pharmaceutique mais 96 % des médecins... font le reproche inverse aux pharmaciens.

E.B.

L'influence d'internet

Le passage par le web remplacera-t-il bientôt la consultation chez le médecin ou le conseil du pharmacien ? On en est sans doute encore loin, mais le secteur reconnaît l'influence croissante d'internet dans l'automédication. Les sites et réseaux sociaux jouent en tout cas les larrons controversés entre généralistes et pharmaciens.

Premier constat, posé par ces derniers, l'automédication est en croissance. Ainsi, neuf patients sur dix assurent visiter leur réserve de médicaments avant le pharmacien quand il s'agit de soigner une affection bénigne. Mais huit sur dix franchissent aussi la porte de l'officine pour compléter leur panoplie non sans s'être dûment « documentés » sur le web.

Second constat, en pratiquant l'automédication le patient soulage son portefeuille d'une consultation médicale mais paie au prix fort les médicaments hors prescription. Il assure dans la foulée ne pas bénéficier d'une vision très claire du rapport qualité-prix de ces remèdes. De leur côté, les pharmaciens reconnaissent qu'ils ne font pas toujours attention au prix mais que les patients ne le demandent pas. « On peut dès lors se demander si cette forme d'automédication n'est pas la conséquence de la publicité des entreprises pharmaceutiques plutôt qu'un courant d'auto-responsabilisation des individus », avance Solidaris.

Un mot encore d'internet, qui va rassurer les officines : si une majorité de patients-consommateurs (81 %) pense qu'acheter des médicaments sur internet devient aussi facile que d'acquiescer un DVD ou une paire de chaussures, ils sont tout aussi nombreux à douter de la qualité des produits acquis par ce canal.

E.B.

le témoin « Le client demande souvent le prix »

REPORTAGE

Dominique Dupont est pharmacienne depuis trente ans. Elle dirige son officine, située à Flagey, depuis 21 ans. Un quartier ixellois qui brasse une population très hétéroclite. Des clients qui angoissent à l'idée de grever leur budget en déposant leur ordonnance sur son comptoir, elle en a toujours rencontré, nous dit-elle. Aujourd'hui comme il y a trente ans. Par contre, ce qui a évolué, c'est l'importance du critère économique dans le choix du médicament.

« Avec la crise, on me demande nettement plus de génériques. Alors qu'il y a cinq ans, le client se montrait plus méfiant et gardait ses habitudes. Il voulait du Dafalgan parce que c'est ce qu'il connaissait. Rien d'autre. Aujourd'hui, il demande plus souvent le prix du médicament. Il est vrai que certaines pastilles pour la gorge tournent autour des 8 euros la boîte alors qu'en

vac, elles reviennent à 3 euros. » Le Belge veut se soigner à petit budget. Mais pas à « trop » petit budget, nous explique encore la pharmacienne. « Face à certains médicaments très bien remboursés et qui leur coûtent au final moins d'un euro, ils se méfient aussi. »

Ce qui est certain, c'est que pousser la porte de l'une des multiples pharmacies de quartier est bien ancré dans les habitudes de vie des Belges.

« Peut-être que le fait qu'il y ait autant de pharmacies en Belgique explique en partie pourquoi nous consommons autant de médicaments. Le Belge n'hésite pas à se soigner et a l'habitude de recevoir une réponse rapide à son souci de santé. Mais je pense que cette tendance est aussi imputable au climat belge. On est quand même dans un pays où il faut emporter la moitié de sa garde-robe dans son sac pour être certain de faire face à la météo

changeante. Je constate d'ailleurs que les étrangers qui arrivent chez nous passent souvent un très mauvais premier hiver. »

Enfin, lorsque l'on demande à Dominique Dupont si elle estime qu'en Belgique, on mise trop sur le curatif, elle nous répond par un exemple. « C'est plus dans notre mentalité, oui. En partie parce qu'il n'existe aucun remboursement pour les médicaments préventifs. Dans les pro-

duits pour faire baisser le cholestérol, on trouve des statines. Or on en trouve aussi dans la levure de riz, sous la forme de compléments alimentaires non remboursables. » La faute aux sociétés pharmaceutiques alors ? « C'est un peu facile de les diaboliser. Certaines personnes préfèrent avaler un cachet plutôt que de changer leur mode de vie. » ■

LUDIVINE PONCIAU